

19 MARS 2009



FGMM
CFDT
des choix, des actes
mines métallurgie

POUR UNE RELANCE SOCIALE

Mobilisons-nous à nouveau !

*Arrêt des contrats à durée déterminée,
des missions d'intérim,
multiplication du chômage partiel,
des plans de suppressions d'emplois,
des dépôts de bilan de PME,
90 000 demandeurs d'emploi en plus en janvier*

*La crise touche un nombre croissant de salariés du fait des baisses d'activités, entraînant ainsi pour beaucoup une baisse du pouvoir d'achat, y compris quand des entreprises annoncent **ZERO AUGMENTATION** pour 2009.*

IL Y A URGENCE

La CFDT veut des mesures immédiates

- pour soutenir les plus exposés à la pauvreté et au risque de perte d'emploi, pour une répartition plus équitable des richesses
- pour un soutien à l'industrie, son développement durable, ses emplois.

La Métallurgie CFDT veut obtenir des changements de fond

- pour un droit de regard des représentants des salariés sur la stratégie de l'entreprise,
- pour l'arrêt des dérives du capitalisme financier.

Grâce à la mobilisation réussie du 29 janvier, le Président de la République a dû prendre des mesures non négligeables pour le quotidien de nombreuses familles :

- Suppression de deux tiers provisionnels ou crédits d'impôts pour 6 millions de foyers.
- Amélioration de l'indemnisation du chômage partiel.
- Prime de 500 euros pour les chômeurs justifiant entre 2 et 4 mois de travail (surtout des jeunes).
- Création d'un Fonds d'Investissement Social, demandé par la CFDT, notamment pour financer des formations pour les salariés en chômage partiel ou victimes de suppressions d'emplois.

Mais les premières réponses gouvernementales sont insuffisantes

Il faut maintenir une pression forte sur le Gouvernement et le Patronat

NOUS DEVONS NOUS MOBILISER POUR OBTENIR DU GOUVERNEMENT

- L'ouverture massive de formations qualifiantes pour préparer les salariés aux évolutions de leur métier et aux nouveaux métiers.
- La suppression des avantages fiscaux : bouclier fiscal qui favorise les plus riches et défiscalisation des heures supplémentaires qui jouent contre l'emploi.
- L'arrêt des allègements de charges des entreprises (24 milliards en 2009) si elles n'acceptent pas des contreparties négociées, en terme d'emploi et de rémunération.
- Des services publics de qualité et le gel de la suppression des emplois publics.
- Une relance économique et sociale européenne concertée, pour qu'au sein de l'Union Européenne, la concurrence n'aggrave pas la situation sociale.

NOUS DEVONS NOUS MOBILISER POUR OBTENIR DES ENTREPRISES

- Le maintien dans l'emploi en utilisant d'autres solutions possibles : activités réduites, formation, réduction du temps de travail... pour éviter les licenciements.
- Le maintien du pouvoir d'achat des salariés pour soutenir ainsi fortement la consommation des ménages.
- La remise en cause d'une hiérarchie indécente des rémunérations entre hauts dirigeants et masse des salariés.
- L'arrêt du recours aux suppressions d'emplois pour le seul maintien des marges de profit des entreprises.
- L'arrêt de la distribution de dividendes aux actionnaires au détriment de l'emploi et des investissements garants de l'avenir.

Ces dix dernières années les dividendes se sont accrus de plus de 30 % tandis que les salaires distribués n'ont progressé que de 5 % !

LE JEUDI 19 MARS

**PARTICIPONS A LA MANIFESTATION SYNDICALE UNITAIRE,
MAINTENONS LA PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT ET
LE PATRONAT !**